

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 37 • 14 SEPTEMBRE 2018 • CHF 3.-

Regards sur les enjeux
mondiaux du mouvement
syndical international

page 5



«L'agriculture n'est pas un pro-
duit comme les autres», estime
Florian Rochat du CETIM

page 4



IL FAUT LE DIRE...

C'est quoi la gauche radicale en Romandie ?

Cet été, lors d'un apéritif avec des amis, l'un d'eux lors d'une discussion sur la politique régionale m'a soudain interpellé en me disant: au fond la gauche radicale, qu'est-ce qui la différencie des socialistes, qui défendent la justice sociale et des Verts, qui s'occupent de l'écologie et du développement durable? Un peu surpris et à chaud, j'ai répondu: notre marque de fabrique est peut-être que nous sommes fondamentalement anticapitalistes et que nous considérons que les déséquilibres écologiques représentent une urgence qu'il faut affronter comme telle. Je ne sais pas si cette explication l'a convaincu, car la discussion s'est diluée dans la conversation générale.

En y réfléchissant après coup, cette réponse – un peu courte – représente peut-être le filtre minimal que nous pouvons identifier pour comprendre toutes les propositions politiques que nous faisons, en remettant bien sûr la justice sociale et l'humain au centre de nos préoccupations. Dans un monde dominé par l'argent et où le marché fait partie de ces réalités que l'on veut nous dire incontournables et immuables, nous devons continuer à oser rêver d'un autre monde et le dire tout haut. Face aux excès du néolibéralisme, il est important de questionner le modèle de développement et même la notion de développement. Et poser la question de qui sont les réalistes: ceux qui depuis près de 40 ans, grâce aux privatisations des biens publics de grande ampleur, ont permis aux 10% les plus riches d'augmenter leur patrimoine, qui atteint plus de 35% alors que le 50% des plus pauvres n'en ont plus que le 22% comme nous le rappelle le rapport sur les inégalités mondiales récemment paru? Ou ceux qui œuvrent pour une plus grande égalité de revenu y compris la défense d'un revenu inconditionnel de base? Ceux qui défendent une ouverture de nos frontières à l'huile de palme de Malaisie ou d'Indonésie, de la viande engraisée au soja OGM du Brésil et d'Argentine, acheminée, de plus, sur un des 60'000 porte-conteneurs - dont 20 polluent autant que 55 millions de voitures? Ou ceux qui défendent une souveraineté alimentaire et un contrôle de qualité des produits que nous consommons, tout en étant solidaires des petits paysans dans les pays voisins, mais aussi dans les pays émergents ou les plus défavorisés?

Une partie de la population prend conscience de ces réalités et commence à en sentir les effets dans sa vie quotidienne. A nous d'être persuasifs et de démontrer que notre présence dans les instances politiques peut aider à transformer les rapports sociaux, en représentant un réel espoir d'un monde plus juste et respectueux de la «Pachamama».

Bernard Borel

Les femmes passent à l'offensive

SUISSE • Une grande manifestation nationale pour l'égalité et contre les discriminations qui touchent les femmes aura lieu le 22 septembre à Berne. Interview de Maria Pedrosa et Vanessa Monney, en charge du dossier au Syndicat des services publics (SSP).

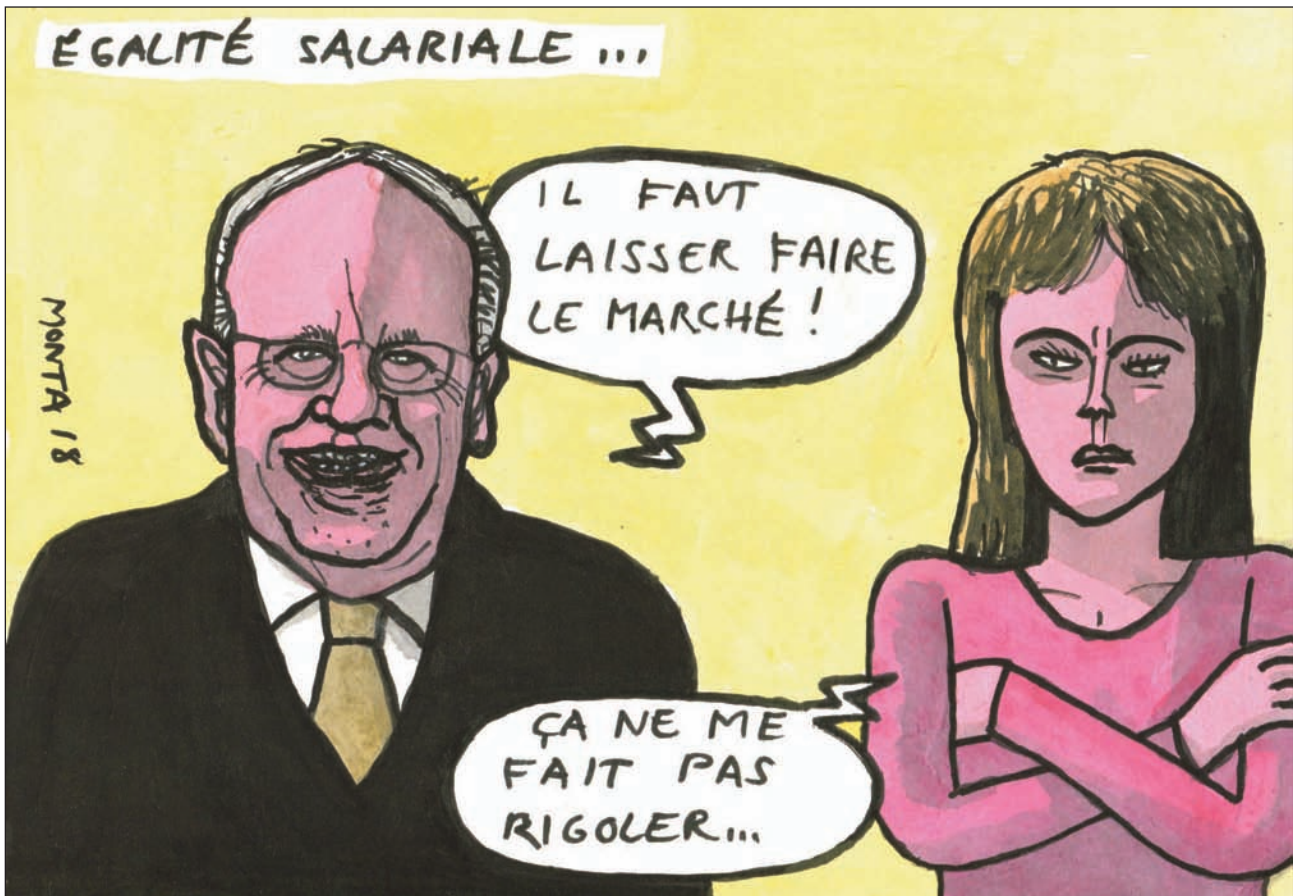
Le principe de l'égalité entre femmes et hommes dans la Constitution date de 1981, tandis que la loi sur l'égalité (LEg) a été adoptée en 1996. Malgré la grève des femmes du 14 juin 1991, qui a mobilisé plus de 500'000 femmes en Suisse, dans la rue et sur les lieux de travail, l'égalité n'est toujours pas réalisée et les attaques contre les droits des femmes pleuvent. Maria Pedrosa et Vanessa Monney, secrétaires syndicales au Syndicat des services publics (SSP) et responsables du groupe femmes, éclairent les enjeux autour de la manifestation féministe du 22 septembre prochain et expliquent les raisons du ras-le-bol des femmes.

Dans quel contexte a émergé la décision d'organiser cette manifestation ?

MARIA PEDROSA: En janvier a eu lieu le Congrès des femmes de l'Union syndicale suisse (USS), tandis que la session parlementaire traitait de la révision de la Loi sur l'Egalité (LEg), concoctée par Simonetta Sommaruga. Depuis des années, les femmes de l'USS demandent des contrôles de l'égalité salariale dans les entreprises, ainsi que des sanctions en cas de non-respect de ce principe. Or, le Conseil des Etats a introduit des modifications à la révision de la LEg qui en limitaient sa portée. Il proposait que les contrôles s'effectuent sur une base volontaire, que les sanctions soient supprimées et que seules les entreprises de plus de 100 salariés soient concernées par ces contrôles, contre 50 dans le projet initial. Cela a constitué une véritable gifle pour les militantes présentes.

Quelques mois auparavant, PV 2020, qui prévoyait une augmentation de l'âge de la retraite des femmes, avait représenté un camouflet pour les femmes syndicalistes.

Lors de ce congrès des femmes, le SSP avait préparé une résolution qui demandait à l'USS de mettre les moyens nécessaires afin d'organiser



une nouvelle mobilisation, voire une nouvelle grève des femmes en 2019. Il s'agissait de suivre l'exemple de la grève générale des femmes qui a eu lieu en Espagne le 8 mars, mais également des Argentines, des Chiliennes, qui se sont mobilisées pour le droit à l'avortement et contre les violences, et bien sûr des femmes suisses en 1991. On s'est donc dit: «Nous aussi on peut le faire» et la résolution du SSP a été acceptée à l'unanimité.

Lors des discussions du congrès, la question de la traditionnelle manifestation syndicale de l'automne a également été mise sur la table. Et il a été décidé de demander au Comité directeur de l'USS qu'elle porte sur l'égalité. Le climat du congrès était plutôt combatif, on sentait un ras-le-bol, mais en même temps un élan, une volonté de se battre.

Comment vous-êtes vous organisées concrètement après ce congrès ?

MPA: Beaucoup de militantes, notamment romandes, souhaitent que la manifestation du 22 septembre ne se limite pas qu'à la question de la révision de la LEg et à l'égalité salariale, mais que les revendications portent sur toutes les discriminations dont sont victimes les femmes, que ce soit sur le lieu de travail, à la maison ou dans l'espace public.

Après le congrès, nous avons organisé des assises féministes romandes, qui se sont déroulées le 2 juin à Lausanne (voir notre article du 7 juin). Près de 150 femmes y ont participé et ont adhéré massivement au projet de grève du 14 juin 2019.

La manifestation du 22 septembre a été présentée comme un moment de mobilisation dans l'année, qui nous mènerait jusqu'à la grève. Pour les militantes romandes, elle est donc devenue une étape du calendrier de notre année féministe et nous avons prévu de mettre sur pied un tronçon romand dans le cortège, qui appelle à la grève de l'année prochaine.

Le même engouement s'est-il retrouvé par la suite, lors de la création des collectifs d'action dans les différents cantons ?

MPA: On sent un véritable élan en faveur de cette grève. En Valais, ce sont 100 femmes qui se sont réunies. Cela n'arrive pas tous les jours.

VANESSA MONNEY: Dans le collectif vaudois, nous avons toujours au minimum 50 participantes, dont des femmes d'Aigle, de Morges, etc. D'habitude nous sommes nous retrouvons toujours les mêmes personnes, principalement entre Lausannoises. Mais cette fois-ci la participation est bien plus large. Et des assises féministes ont également eu lieu en Suisse alémanique samedi dernier.

MPA: Il y a aussi des politiciennes qui s'expriment assez ouvertement sur le fait qu'il y aura une grève, des Vertes, des socialistes...

Notre collectif vaudois se rencontre mensuellement, mais il est prévu que les réunions s'accroissent. Il y a aussi des sous-groupes, comme le groupe de travail autour de la rédaction d'un manifeste ou la coordination interrégionale. Des groupes sont également en train de se créer sur les lieux de travail et de formation, comme à l'Unil, dans les hôpitaux...

Quelles revendications allez-vous porter lors de cette manifestation et au-delà ?

MPA: Il est clair que le projet aux Etats n'est pas suffisant, il est catastrophique. Il ne prévoit pas de sanctions, ce qui donne un très mauvais signal. C'est comme si on ne mettait pas d'amende à un automobiliste qui grille un feu rouge, et qu'on l'avertissait simplement

Suite en page 2

Manifestation nationale pour l'égalité salariale et contre les discriminations

ENOUGH18
Le 22.09.2018 à Berne

Déroulement

13h30 : Rendez-vous sur la Schützenmatte
15h : Interventions et musique sur la Place fédérale

Déplacements gratuits en trains spéciaux

Départ: 11h02 Genève-11h19 Nyon-11h39 Morges-11h59 Lausanne-13h01 Fribourg-13h34 Berne. Les retours en trains spéciaux gratuits se feront dès 17h environ. Il n'est pas nécessaire de s'annoncer.

Suite de la page 1

qu'il ne fallait pas recommencer... Nous allons donc manifester contre cette loi d'application minimaliste de la LEg. Mais finalement, cette question de contrôle et de transparence des salaires, c'est l'arbre qui cache la forêt.

C'est une manifestation pour l'égalité salariale, mais au sens large, qui englobe par exemple la problématique du travail domestique invisibilisé et non rémunéré, le fait que les femmes en Suisse soient cantonnées à quelques emplois, en raison d'un marché du travail extrêmement cloisonné. Parfois on la sous-estime, mais une des principales sources de discrimination reste la maternité. Le monde du travail et l'entreprise se retournent contre les femmes qui tombent enceintes.

VMY: Le projet de révision de la LEg a une vision extrêmement restrictive de la question des inégalités salariales. La méthode d'auto-contrôle Logib, qui mesure ces écarts salariaux, ne prend en compte qu'une partie du problème. Ce que nous voulons dénoncer, c'est également les inégalités par secteur, comme le fait que les aides-soignantes soient moins payées que les policiers, à formation égale, ou que d'autres professions historiquement masculines. Ou le fait que la plupart des femmes travaillent à temps partiel, souvent imposé, faute de places de crèches publiques et accessibles. Elles sont donc discriminées aussi bien au cours de leur vie active qu'à la retraite, étant donné que le système de rémunération et de prévoyance est pensé pour une personne qui travaille durant toute sa vie active à plein-temps. Et autour de ces thématiques, se pose toute la question de l'autonomie et de l'indépendance des femmes. Pour beaucoup d'entre elles, il est impossible de tourner seules avec un petit salaire dans une branche mal rémunérée ou avec un emploi à temps partiel.

Des actions sont-elles déjà prévues après la manifestation du 22 septembre?
MPA: Nous continuerons notre travail vers la grève! Le collectif vaudois se réunira le 4 octobre. Nous ferons un bilan de la manifestation et nous travaillerons sur le manifeste, que nous souhaitons publier assez rapidement. Il y aura ensuite plein d'autres actions d'ici à l'année prochaine, comme une conférence de la médecin généraliste Marie-Claude Hofner sur les violences le 13 novembre à la Maison de la Femme à Lausanne, le 25 novembre lors de la journée internationale contre les violences à l'encontre des femmes, des actions autour de la consommation en solidarité avec les vendeuses à Noël ou encore en février 2019, à l'occasion des 70 ans du droit de vote des femmes dans le canton de Vaud. ■

Talissa Rodriguez

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Christophe Grand, président cgd@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Talissa Rodriguez, secrétaire de rédaction
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13
CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Les combines fiscales des multinationales

SUISSE • L'association de défense des droits humains Alliance Sud estime dans un rapport que le Projet fiscal 17 (PF17) en débat aux chambres fédérales va aussi entraîner des pertes fiscales pour le Sud.

A lors que les discussions parlementaires au sujet du Projet fiscal 17 (PF17) – visant à abolir les statuts fiscaux spéciaux des multinationales en Suisse – redémarreraient au Conseil national mercredi, le groupe de réflexion et d'action Alliance Sud a présenté mardi à la presse son rapport «Projet fiscal 17: en avant, vers le passé». L'étude montre comment la nouvelle réforme de l'imposition des entreprises permettrait encore aux multinationales de transférer leurs bénéfices en Suisse pour éviter de payer des impôts dans les pays où ont lieu leurs activités économiques. Laurent Matile, responsable du dossier Entreprises et droits humains, a répondu à nos questions.

En quoi l'étude d'Alliance Sud contribue-t-elle au débat actuel sur la fiscalité des entreprises multinationales ?
LAURENT MATILE Notre rapport démontre que malgré la suppression des statuts spéciaux, PF17 maintient des instruments fiscaux qui permettent aux entreprises multinationales de transférer des bénéfices vers la Suisse et de profiter des taux bas qu'on y pratique. C'est notamment le cas de deux mécanismes peu connus du grand public et de nombreux parlementaires: la «Swiss Finance Branch» et la déduction pour participations (voir ci-dessous).



Pour Laurent Matile, PF 17 aura des conséquences néfastes sur les finances publiques des pays du Sud. Daniel Rihs

On parle beaucoup des effets de PF17 sur les finances publiques suisses. Qu'en est-il des conséquences fiscales pour les pays du Sud?
La raison d'être de l'engagement d'Alliance Sud dans ce dossier sont les pertes fiscales que ces instruments engendrent pour les pays en développement. Ils privent ces pays de moyens

financiers dont ils ont terriblement besoin pour financer leur système éducatif, leur système public, la distribution d'eau, les hôpitaux. En bref, le financement de l'ensemble de leurs services publics est affaibli par les pertes que ces mécanismes d'évasion fiscale engendrent.

On entend souvent que la Suisse doit pratiquer cette politique fiscale pour rester compétitive sur le plan international... La question de la cohérence des politiques est centrale. La Suisse et les autres pays qui pratiquent ce genre de politiques fiscales se sont engagés à en limiter les effets néfastes. Parallèlement à ça, ces mêmes pays se sont engagés à financer l'agenda 2030 et ses objectifs de développement durable. Notre position est très claire : soyons cohérents, nous et les autres pays, pour mettre fin à cette spirale vers le bas de la fiscalité internationale et imposer les bénéfices des entreprises multinationales là où les activités économiques ont lieu.

Quelles seraient selon vous les prochaines étapes pour aller vers une autre politique fiscale?
Tout d'abord, il s'agit de mettre le holà au projet qui est sur la table. Ce serait un premier succès d'étape, même si le rejet de PF17 n'est pas un but en soi. Cela permettrait de repenser la fiscalité des entreprises en Suisse. Nous n'avons pas de formule magique, mais nous sommes prêts à contribuer à une réflexion avec les forces constructives en Suisse et à l'étranger qui sont prêtes à repenser de manière fondamentale la politique de fiscalité des entreprises. ■
Propos recueillis par
Amanda Ioset

Les possibilités de déductions qu'offre PF17

Bien plus que le taux d'imposition du bénéfice des multinationales, ce sont souvent les possibilités de déductions qui expliquent les impôts extrêmement bas payés par celles-ci. Ces rabais permettent en effet de diminuer la base sur laquelle est calculé le bénéfice. Si PF17 veut abolir les statuts spéciaux, la réforme introduit en revanche plusieurs mécanismes permettant de maintenir une base de calcul faible: la patent box, l'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts et les déductions pour la recherche et le développement. Par ailleurs, deux mécanismes d'évasion fiscale déjà existants mais peu connus seront maintenus: la Swiss Finance Branch et la déduction pour participations.

La Swiss Finance Branch est une banque au sein d'un groupe multinational. Cette banque octroie des prêts à ses filiales à l'étranger, qui versent à leur tour des intérêts en Suisse. C'est ainsi que le bénéfice est transféré dans notre pays, où seule une fraction de

celui-ci est effectivement taxée. En effet, la particularité de la Swiss Finance Branch est qu'elle peut déduire de son bénéfice une redevance d'utilisation fictive. Ainsi, seule une petite partie du bénéfice est taxée dans le pays où se trouve la filiale, une autre petite partie en Suisse, le reste étant réinvesti au sein du groupe transnational.

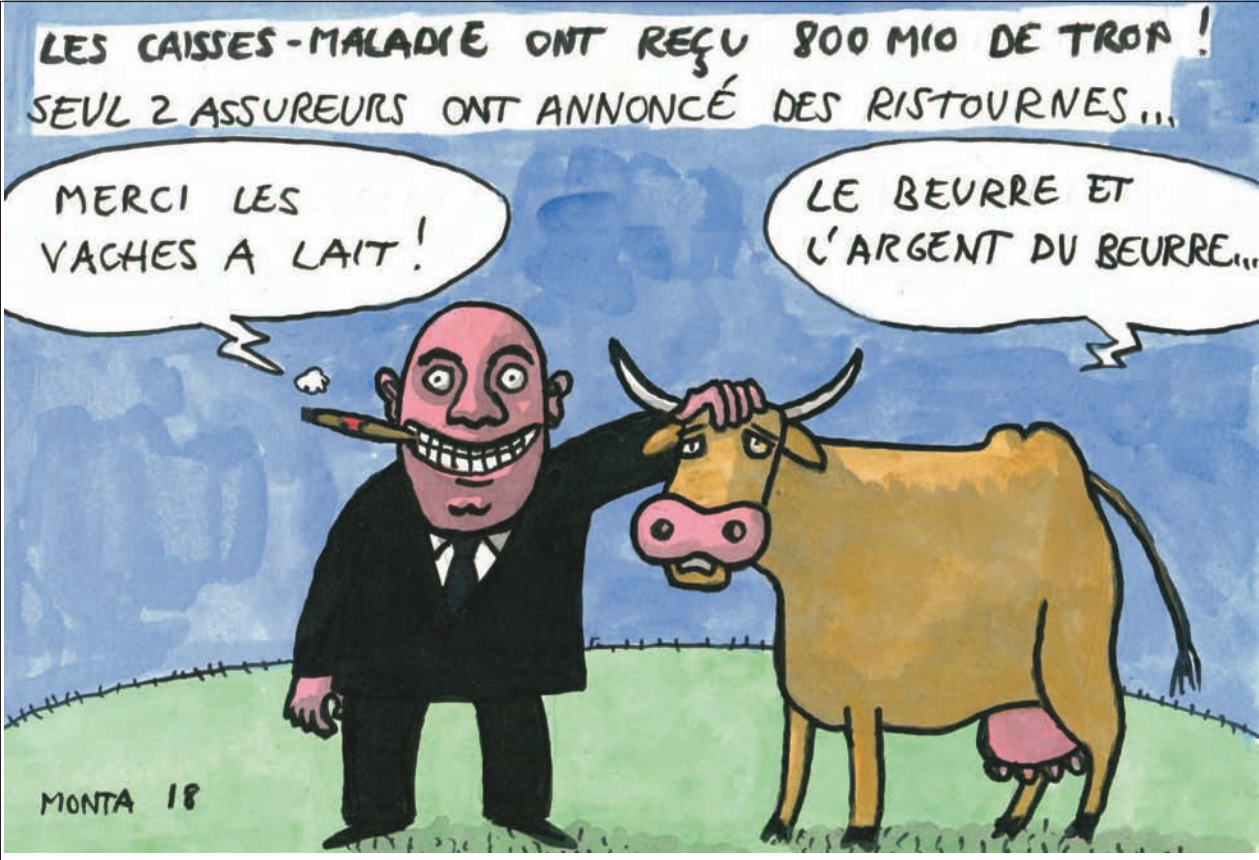
La déduction pour participations sert en principe à empêcher qu'un même bénéfice soit imposé doublement dans deux pays. Toutefois, grâce à un montage offshore de «blanchiment de bénéfice», ou en utilisant des définitions contradictoires des dividendes, les multinationales utilisent ce mécanisme pour obtenir une double imposition nulle. ■

Alt

Source: Alliance Sud, «Projet fiscal 17: en avant vers le passé». Le rapport complet peut être téléchargé sur le site d'Alliance Sud : www.alliancesud.ch

Au programme de la session d'automne

Suite au rejet de la Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III par 59,1% des voix le 12 février 2017, le Conseil fédéral a proposé une nouvelle réforme quasi identique le 21 mars 2018, le Projet fiscal 17 (PF17). Trois mois plus tard, le Conseil des États a décidé de lier PF17 au financement de l'AVS, et le projet a été rebaptisé Loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA). Cette mal nommée «compensation sociale» des pertes fiscales engendrées par PF17 ne sera en réalité par financée par les bénéficiaires de PF17 – les entreprises et leurs actionnaires –, mais en grande partie par les salariés et les contribuables. Le projet de loi est désormais en discussion au Conseil national. Les débats parlementaires devraient durer jusqu'à la fin de la session, le 28 septembre prochain. Alt



PUBLICITÉ

Hors jeu

Pour que la FIFA réalise d'énormes profits lors des Mondiaux, les ouvriers sont exploités de la pire des façons.

Engagez-vous pour le travail décent. Soyez Solidar.
www.solidar.ch

Riponne: Place aux idées!

VAUD • Le POP Lausanne vient de dévoiler les résultats de son sondage sur l'avenir de la Place de la Riponne au centre de la capitale vaudoise.

Pourquoi sonder les utilisateurs de la Place? Pour deux raisons, estime le POP Lausanne. La première est que la Municipalité a décidé de lancer en 2019 une consultation populaire sur l'aménagement de la Riponne, prélude à un concours d'architecture qui devrait déboucher sur un projet de modification de cette place emblématique...à partir de 2024. Pour le POP Lausanne, la démarche participative doit aller au-delà. «Nous ne voulons pas prendre le risque de perdre de l'énergie en consultant la population une fois que les choix centraux auront été faits. Nous voulons que la consultation se fasse sur les fondements du projet urbanistique et non sur un produit fini. Nous ne voulons pas une participation qui se limite à choisir entre trois projets de place qui ne se distinguent que par le «génie» de leurs auteurs. Nous voulons une participation qui se place dès le débat politique: à quoi sert cette place? A qui se destine-t-elle, à quelles activités? Ces choix, c'est au «génie» de la population de l'exprimer. Et ensuite aux architectes et urbanistes de trouver les moyens de les «construire», explique le POP Lausanne.

La seconde raison de ce sondage est politique. La structure actuelle de la Place est marquée par un double échec, celui de la sociabilité et de l'usage du lieu, explique le parti. «Aujourd'hui, la Riponne ne favorise pas la création de nouveaux réseaux sociaux. Les gens de différents statuts, de différentes classes ne se mélangent pas. On s'y croise, mais on ne s'y rencontre pas! Pire: la conception même de la place fait que les gens y sont en concurrence: automobiliste contre piétons, piétons contre cyclistes, toxicodépendants contre familles. Excepté les jours de marché, l'animation du lieu laisse aussi à désirer. La Riponne se caractérise par un vide tellement angoissant qu'on y a posé une fontaine, dont le bloc massif n'a qu'une utilité, celle de remplir l'espace (sans que les enfants puissent y jouer les jours de canicule)», relève le POP lausannois.

Pour un lieu de rencontre et de convivialité

Pour le parti, cet espace public doit redevenir le cœur de la culture populaire et de la liberté. Il veut également sortir d'une logique purement libérale, qui estime que seul le commerce crée des liens sociaux. «Ce sont les échanges sociaux qui sont le plus importants. L'activité commerciale ne fait que maintenir la logique de concurrence et de gentrification du lieu: il y a ceux qui ont les moyens de consommer et ceux qui ne les ont pas», estime le POP.



Une majorité des sondés demandent en priorité des infrastructures et des aménagements permettant de passer un moment sur la place, comme des parcs, des bancs, des animations, des bars et des cafés. urbz

Le sondage lancé en juin par le POP a recueilli près de 500 avis. Une majorité des sondés demandent en priorité des infrastructures et aménagements permettant de passer un moment sur la place (parcs, bancs, animations, spectacles, bars et cafés). En ce qui concerne le point d'eau accessible, plusieurs personnes ont cité le réaménagement de la Louve ou la fontaine de la place fédérale de Berne, permettant

aux petits et grands de s'amuser. Environ 10% des répondants soulignent l'importance de la mixité sociale. Dix-huit personnes ont demandé qu'une aide soit fournie aux personnes précaires, seules ou abandonnées «La plupart des gens ne font malheureusement qu'y passer et la majorité souhaite pouvoir rester. La Municipalité doit avoir le courage de changer la nature même de l'utilisation de la Place

de la Riponne et arrêter de la penser comme un parking pour voitures et food-trucks, marchands ou toxicomanes (en attendant une meilleure solution), etc.», relève le POP. «Si nous voulons que la Place de la Riponne soit un espace démocratique, les citoyens doivent aussi participer à sa réalisation dès sa conception», conclut le POP lausannois. ■

Joaquim Manzoni

L'exportation d'armes dans le viseur

SUISSE • La Coalition contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile annonce vouloir lancer une initiative si le Conseil fédéral persiste à vouloir alléger les procédures d'exportation.

Cette semaine, une coalition bigarrée, regroupant aussi bien le PBD que les Vert'libéraux, le PS, les Verts et la gauche combative ainsi que des ONG, des associations, des syndicats et des églises, a annoncé à Berne son intention de lancer une initiative fédérale contre l'exportation d'armes vers les pays en guerre civile si le Conseil fédéral ne revenait pas sur sa décision.

Rappelons qu'en juin, le gouvernement a approuvé un assouplissement de l'Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG), facilitant les livraisons d'armes vers des pays en situation de conflits internes. «Didier Burkhalter s'y refusait, mais l'arrivée de Cassis au Conseil fédéral a changé la donne», souligne Muriel Waeger, co-secrétaire politique du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). «En 2009, suite au dépôt de notre initiative pour interdire l'exportation de matériel de guerre, le Conseil fédéral avait renforcé le contrôle sur les exportations d'armes, mais en 2014 l'ordonnance a été allégée, autorisant les ventes à l'étranger en conflits externes et quand le risque est faible que le matériel de guerre à exporter soit utilisé

pour commettre des violations graves des droits humains», précise Muriel Waeger.

Une décision antidémocratique

La décision récente du Conseil fédéral n'est pas admissible pour la coalition, qui a signalé les points noirs de ce commerce et le rôle de l'industrie d'armement dans ce changement. «Aujourd'hui déjà, la Suisse livre de l'armement à des pays responsables de nombreux décès de civils. L'Arabie saoudite en est un triste exemple. Ce pays endosse la responsabilité de plus de 6'000 enfants tués dans la guerre civile du Yémen», a expliqué la coalition, qui demande de «revenir au statu quo de 2014». «Si le gouvernement ne change pas d'avis, nous souhaitons qu'une motion soit déposée pour changer le traitement de l'Ordonnance et que le parlement puisse avoir son mot à dire sur le sujet», souligne encore Muriel Waeger.

Entre-temps, la commission de sécurité du Conseil des Etats a donné le 30 août un préavis favorable à cette facilitation d'exportation. Actuellement, le secteur est pourtant sous le feu nourri de la critique. La presse dominicale alé-

manique a récemment montré comment des grenades à main, fabriquées par Ruag, ont été vendues aux Emirats arabes unis avant de se retrouver dans les rangs de l'Etat islamique en Syrie ou en Libye. Début septembre, le Contrôle fédéral des finances a critiqué le manque d'efficacité des contrôles du Secrétariat à l'économie dans l'exportation d'armes. En 2016, ce secteur a représenté 412 millions de francs d'exportations, contribuant à hauteur de 0,14% aux exportations suisses de marchandises.

Cette coalition qui s'oppose à l'assouplissement des conditions d'exportation des armes a lancé un appel afin de trouver 25'000 personnes s'engageant à récolter 4 signatures pour lancer une initiative. Au bout de trois jours, plus de 30'000 volontaires s'étaient déjà annoncés sur leur site.

Rappelons encore que le GSsA, avec l'appui des Verts, a encore déposé au début de l'été une initiative fédérale pour interdire les investissements financiers de la BNS et des caisses de pension dans la production de matériel de guerre. ■

JDr

Louis Agassiz, la suite...

En juin, le groupe PopVertsSol du législatif de la ville de Neuchâtel a déposé une intervention portée par la popiste Martha Zurita (voir GH n°26-35). Cette dernière, ainsi que les cosignataires de l'interpellation soulignaient que le fait que les trois lieux publics rendant hommage à Louis Agassiz, scientifique aux thèses racistes, méritait une adaptation aux connaissances actuelles qui pouvait même aller jusqu'au retrait du nom du savant.

Le parlement local a finalement décidé que l'Espace Louis Agassiz serait rebaptisé Espace Tilo Frey, du nom de la première femme neuchâteloise élue au parlement fédéral en 1971. En saluant cette membre du parti radical, le choix proposé par l'exécutif de la ville constitue une réponse subtile et intelligente à l'interpellation, dans la mesure où Tilo Frey était également la première et seule politicienne métisse noire au parlement fédéral. Le PLR avait demandé par une interpellation complémentaire de rendre hommage à cette personne. Les décisions du Conseil général font montre d'une prise de conscience de la réalité historique.

Pour la petite histoire, soulignons que la presse nationale a largement évoqué cet événement, mais que seuls *Le Courrier* et *ArcInfo* au sein de la presse romande ont eu l'honnêteté, à notre connaissance, de souligner que l'interpellation provenait du groupe PopVertsSol sans toutefois préciser qu'une popiste était à l'origine de ce dossier! ■

ABr

«Favoriser une agriculture diversifiée»

VOTATION • Soutenant les initiatives des Verts et d’Uniterre, Florian Rochat, spécialiste des relations Nord-Sud et ancien directeur du Centre Europe-Tiers-Monde estime que «la souveraineté alimentaire est fondamentale pour les paysans et pour la population». Interview.



F. Rochat défend la souveraineté alimentaire. CETIM

Florian Rochat est éditeur de plusieurs publications consacrées au syndicat agricole mondial de base «La Via Campesina» et co-auteur d’ouvrages sur la coopération internationale ou les méfaits des accords de libre-échange. Connaisseur du secteur agricole, il revient sur l’importance de la votation du 23 septembre.

Pourquoi soutenez-vous ces deux initiatives?

FLORIAN ROCHAT La position de principe générale pour laquelle se battent les paysans au niveau international, et particulièrement au sein de La Via campesina, se revendique expressément de la défense de la souveraineté alimentaire depuis 1996. Celle-ci implique que chaque pays est en droit de définir souverainement sa politique agricole. Or, cette souveraineté a été démantelée par l’Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment lors du cycle de l’Uruguay round du GATT (1986-1994) et par les politiques d’ajustements structurels imposées par le FMI ou la Banque mondiale. Les paysans du Sud ont progressivement été dépossédés de leurs moyens de subsistance au profit des puissances du Nord et des grandes multinationales de l’agroalimentaire.

Rappelons qu’au niveau mondial, 1/3 de la population travaille dans l’agriculture à bras, sans attelage. Du fait des distorsions de concurrence induites par les subventions à l’exportation de produits agricoles du Nord,



Actuellement, le prix du lait payé trop bas aux paysans par les grandes enseignes ne permet pas aux producteurs de vivre de leur travail.

LDD

les petits paysans du Sud disparaissent. Ce qui conduit à un accroissement de l’exode rural.

Des paysans à la merci des grands distributeurs

Au Nord, les paysans ne peuvent plus maîtriser l’ensemble de leur production. En amont, ils sont tributaires des grandes multinationales d’intrants, de semences ou des crédits bancaires. En aval, ils sont à la merci des grands groupes de distribution alimentaire comme Coop et Migros en Suisse. Les paysans deviennent littéralement des

sous-traitants des grandes entreprises agro-alimentaires. Cela produit une pression énorme sur les petits et moyens paysans. Aujourd’hui, 4 fermes disparaissent par jour en Suisse. Le nombre d’exploitations agricoles est passé de 111’300 unités en 1975 à 51’600 unités en 2017. La surface moyenne des exploitations a plus que doublé par rapport à 1975, atteignant aujourd’hui 19 hectares en moyenne.

Malgré cela, le revenu paysan se réduit dans la plupart d’entre elles. Le secteur n’occupe plus que 2% de la population active, sur fond de baisse

des prix. Aujourd’hui, le litre de lait est payé 50 centimes par les grandes enseignes, ce qui ne permet pas aux producteurs de vivre de leur travail. L’initiative des Verts pour des aliments équitables, qui permettra aux consommateurs d’obtenir une transparence accrue sur la provenance des denrées alimentaires et celle d’Uniterre en faveur de la souveraineté alimentaire sont importantes, tant pour les paysans que pour la population. Favoriser une agriculture diversifiée comme le proposent les initiatives contribue aussi à renforcer la diversité des pratiques cul-

turelles et de préserver des modes de vie.

La droite et le Conseil fédéral considèrent que ces initiatives vont renchérir le prix des denrées importées et accroître l’administration du fait de contrôles renforcés sur les importations. Que leur répondez-vous?

Il n’est pas du tout prouvé que ces initiatives accroissent le coût des contrôles de qualité aux frontières ou le prix de l’alimentation. Il faut cependant noter que la part du budget des ménages suisses consacré à ce poste est faible en comparaison internationale, de l’ordre de 15% en 2017. Celle-ci peut être augmentée, à condition qu’on englobe cet accroissement dans des luttes plus globales comme celles qui revendiquent une amélioration des salaires, une baisse des prix des loyers chers ou des primes d’assurance-maladie. Les initiatives ne veulent pas imposer non plus l’autarcie ou la fermeture des frontières comme le critiquent les opposants. Il s’agit simplement de reprendre la main sur l’agriculture pour ne plus la faire dépendre des lobbies.

Quels sont les autres points importants des initiatives que vous mettez en avant?

Les initiatives permettent de faire en sorte que l’agriculture ne soit pas considérée comme une activité comme les autres. L’initiative d’Uniterre veut aussi réduire la concurrence entre les paysans et les agricultures, en supprimant les subventions à l’exportation, et renforcer l’agriculture de proximité, en interdisant aussi l’utilisation d’OGM.

En cas d’acceptation des initiatives, quel pourrait être l’impact international?

Sans préjuger de l’impact international que pourrait avoir une telle approbation, il est indéniable qu’elle pourrait être un exemple utile dans le combat pour la souveraineté alimentaire. Elle pourrait aussi être un signe encourageant au sein des pays riches pour favoriser cette exigence d’échanges économiques et agricoles équitables à l’échelle internationale. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Initiatives alimentaires, le capitalisme est visé

VOTATION • Les deux initiatives sur les denrées alimentaires soumises au vote le 23 septembre remettent fondamentalement en cause le modèle actuel de production agricole.

Dans le cadre des débats sur les initiatives alimentaires soumises au peuple le 23 septembre, *Arc info* a publié dans son numéro du 8 septembre les propos de Jérémie Forney, anthropologue à l’Université de Neuchâtel. Le même article est repris dans *Le Courrier* du 10 septembre et il nous semble nécessaire d’élargir les propos de l’universitaire. Il constate que «pendant le 20^{ème} siècle, on a eu tendance à se déconnecter des questions relatives à l’alimentation» et souligne que c’est la distance entre le lieu de production et le lieu de consommation qui se trouve à l’origine des dysfonctionnements actuellement constatés. «Le système dans lequel nous fonctionnons a provoqué des modes de consommation malsains». Pour Jérémie Forney les deux initiatives sont ambitieuses et pointent la nécessité d’un changement qui dépasse le seul mode de production. Pour le dire autrement, le capitalisme doit être éliminé le plus rapidement possible si l’être humain veut continuer d’habiter sur la planète.

Dans cet entretien, la question des anti-spécistes est également abordée et les réponses données nous paraissent convaincantes car elles abordent de manière plus approfondie les raisons d’existence de ce mouvement.

Avec raison, il souligne que ce mouvement n’a pu se développer qu’avec la distance qui s’est créée entre l’animal d’élevage et les consommateurs. «L’antisépisme n’était pas concevable dans une société rurale où l’on vivait avec les animaux de ferme. On ne se demandait pas si on avait le droit de les tuer pour les manger. Cela allait de soi». Il conclut son entretien en exprimant que puisque les animaux se tuent et se mangent entre eux, pourquoi l’être humain ne devrait-il pas se nourrir de viande ? Et sa conclusion est sans appel: «Un tel mouvement n’aurait sans doute pas vu le jour sans les excès d’une agriculture hyperintensive du 20^{ème} siècle, où l’on a réduit l’animal à une chose».

Ce qui paraît en cause, c’est le capitalisme. Marx faisait la même analyse. On trouve des précisions dans le très intéressant livre de John

Bellamy Foster, *Marx écologiste*. L’auteur cite Marx qui explique qu’il «est intolérable que toutes les créatures aient été transformées en propriétés: Les poissons dans l’eau, les oiseaux dans l’air, les plantes dans la terre... Toutes les choses vivantes doivent également se libérer.»

«Un cadeau fait au capital»

La planète reste, dans une large mesure, un «cadeau fait au capital». Et il n’y a aucun espoir que cela change fondamentalement puisque le capitalisme est, à bien des égards, un système qui ne fonctionne que parce que certains coûts fondamentaux ne sont pas acquittés.

On trouve encore, dans cet ouvrage, un extrait du premier livre d’économie politique d’Engels, en 1843. «Trafiquer la terre – la terre qui est la condition première de notre existence, notre Hên kai pan (un et tout) – a été le dernier pas vers notre propre transformation en objet de trafic». Et dans son dernier livre, *Dialectique de la nature*, Engels écrit: «Et ainsi les faits nous rappellent à

chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu’un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l’avantage que nous avons sur l’ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.» La volonté de domination de la nature existait, certes, mais le développement du capitalisme a réduit à néant tout équilibre, même conquérant. Désormais, l’être humain est condamné à trouver les moyens pour échapper à ce dérapage de fin de civilisation et les deux initiatives alimentaires nous donnent l’occasion d’inscrire dans notre constitution les objectifs à mettre en œuvre pour réussir le sauvetage. ■

ABr

Marx écologiste par John Bellamy Foster, qui est une des figures les plus importantes de l’écocialisme aux USA, Editions Amsterdam, 2011, 133p.

Regards sur le mouvement syndical international

SYNDICALISME • Pierre Coutaz, conseiller confédéral de la CGT, conseiller de Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) dresse un tableau des enjeux mondiaux du syndicalisme.

La conversion des «élites dirigeantes» à l'ordo-libéralisme semble n'épargner aucun continent. Dans un grand nombre de pays, les gouvernements déroulent des feuilles de route austéritaires qui présentent les régulations sociales comme des archaïsmes pénalisant l'activité économique, la rémunération du travail comme un coût excessif, les dettes publiques comme un legs intolérable pour les générations à venir, le syndicalisme comme un héritage lourd, nocif et rétif à des évolutions présentées comme indispensables autant qu'incontestables.

Au nom d'une prétendue modernité, ces discours tentent de faire basculer les sociétés humaines vers une configuration où le chacun pour soi écrase les solidarités. Dans un tel contexte, le syndicalisme est un rempart pour les travailleurs et leurs familles, et un mur à abattre pour les animateurs de ces politiques antiso-ciales et rétrogrades.

Aperçu de la syndicalisation dans le monde

Selon les chiffres avancés par la Confédération Syndicale Internationale (CSI), près d'un demi-milliard d'hommes et de femmes dans le monde seraient «organisés», ce qui établirait le taux de «syndicalisation» global autour de 15 % des travailleuses et des travailleurs. Bien sûr, cette statistique recouvre des réalités très différentes d'un pays à l'autre et on distingue de grandes disparités dans les formes, les pratiques et les finalités des organisations et structures qui fédèrent ces hommes et ces femmes. Un trait commun est néanmoins partagé par toutes: la défense des travailleurs, des travailleuses, de leurs familles, des conditions d'exercice de leur travail et de sa rémunération. Ainsi défini sous un même générique, le fait syndical se retrouve au premier rang des engagements civils dans le monde et concurrence les grandes religions monothéistes. Parmi ce demi-milliard de «syndiqués», un peu plus de 200 millions appartiennent à des centrales nationales affiliées à la CSI. Quelques dizaines de millions sont adhérents d'organisations affiliées à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM). Mais ils sont encore plus nombreux à se situer au sein d'organisations sans aucune affiliation internationale. Le champ de syndicalisation qui s'ouvre aux internationales syndicales est donc gigantesque, puisque la première et principale internationale syndicale ne regroupe que moins de 7 % des travailleurs du monde. 85 % d'entre eux ne sont pas organisés, un grand nombre d'entre eux parce que le syndicalisme est entravé ou parce qu'il n'est pas présent dans leurs pays.

Plus inquiétant sans doute, ce faible taux de syndicalisation se double d'une absence quasi généralisée de dynamique de progrès. Partout, le fait syndical est attaqué et fragilisé et le taux de syndicalisation est à de rares exceptions en situation de repli, sous les coups de béliers de l'ultra-libéralisme et de la répression qui, trop souvent, l'accompagne.

Même les pays qui, pendant longtemps, apparaissaient comme des eldorados syndicaux,



«A l'heure où «l'internationale du capital» fait des ravages dans les droits sociaux, «l'internationale du travail» doit construire une riposte à la hauteur des attaques.», estime Pierre Coutaz

Jeanne Menjoulet

connaissent ces tendances au reflux. Ainsi, les pays nordiques subissent-ils une érosion constante depuis une dizaine d'années. Si le taux de syndicalisation continue d'être élevé, tutoyant les 70 % dans le monde scandinave, cette performance repose largement sur les prérogatives institutionnelles confiées aux confédérations nationales dans les domaines de l'indemnisation du chômage et/ou de l'assurance maladie. Cette particularité explique aussi les taux, autour de 50%, que connaissent des pays comme la Belgique, Malte ou la Norvège (qui a récemment décroché des autres pays scandinaves).

On retrouve un certain nombre de pays autour de 20%: l'Italie, l'Uruguay, l'Irlande, l'Afrique du sud, l'Argentine, la Russie, l'Autriche, le Canada, le Royaume Uni, Israël, ... avec des histoires et des pratiques syndicales très diversifiées. En Suisse, l'Union syndicale suisse (USS) chiffre le taux de syndicalisation à 18,5% en 2016 (ndlr).

Mais c'est autour de 10% que l'on retrouve le plus grand nombre de pays: le Japon, l'Allemagne, le Chili, la Bulgarie, la Pologne, le Mexique, le Brésil, les États-Unis, un grand nombre de pays africains et asiatiques se situant même en dessous de 10%. Pendant longtemps, la France apparaissait comme la lanterne rouge du peloton. Avec un taux récemment réévalué à 11%, elle est aujourd'hui légèrement en dessous de la moyenne mondiale, en grande partie parce

qu'entre syndiqué dans l'Hexagone n'est pas sans risque pour le travailleur. La peur des représailles dans le secteur privé est le premier facteur mis en avant par les salariés lorsqu'on les interroge sur leur faible syndicalisation.

Le taux de syndicalisation, comme seul indicateur, ne suffit cependant pas à apprécier l'influence de la parole syndicale dans la vie sociale et politique d'un pays ou ses capacités de mobilisation.

De la division géopolitique ...

Sur le plan international, le mouvement syndical a été divisé pendant des décennies. À partir de la fin des années 1940, sur fond de guerre froide et malgré les prémices de la mondialisation, le mouvement syndical international souffrait d'un morcellement entre trois organisations internationales censées incarner l'unité des travailleurs du monde. Balancés par la concurrence entre la FSM (Fédération syndicale mondiale), et la Cisl (Confédération internationale des syndicats libres), les syndicats étaient poussés, du fait de cette césure en deux camps, à s'organiser selon une logique à dominante géopolitique. La FSM était censée regrouper les partisans du bloc soviétique, la Cisl, ceux du modèle occidental. Une troisième internationale, la Confédération mondiale du travail, née en 1919 (et appelée jusqu'en 1968 Confédération internationale des syndicats chrétiens), regroupait celles des organisations se revendiquant de l'obédience chrétienne.

Les activités des organisations membres de ces internationales n'étaient cependant pas systématiquement indexées au clivage géopolitique entre les deux blocs. Rapidement, dès les années 60, le pragmatisme des syndicalistes confrontés aux logiques des firmes multinationales a su dépasser ces clivages pour assurer la défense des revendications des travailleurs concernés. Il demeure que, pendant trop longtemps, ces barrières organiques ont freiné les coopérations syndicales, le mouvement syndical prenant du retard sur la globalisation de ses réponses.

Dans la décennie suivante, il est devenu clair que face à la mondialisation économique, il fallait une mondialisation des droits, et pour la gagner un mouvement syndical international

unifié. La création de la Confédération européenne des syndicats (CES) en 1973 - aujourd'hui forte de 45 millions d'adhérents en provenance de 89 organisations nationales implantées dans 39 pays - européens participent aussi de cette prise de conscience.

... à l'unification du mouvement syndical

Mais c'est surtout avec la création de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) à Vienne en novembre 2006 que le syndicalisme tente de se doter d'une internationale ayant vocation à réunir en son sein le plus grand nombre de centrales nationales. Le congrès de fondation réunissait un peu moins de 300 confédérations nationales regroupant 168 millions de membres issus de 153 pays. Près de 12 ans après, la CSI revendique presque 208 millions de membres. Mais ce chiffre ne suffit pas à dresser le bilan d'une organisation qui se trouve parfois pénalisée par la somme de ses contraires. Sa fondation fut le résultat d'un long et laborieux processus de recherche d'unité et d'efficacité entre des organisations nationales aux parcours très divers, provenant des trois grandes internationales qui ont marqué l'histoire syndicale au cours de la guerre froide. L'ambition de la CSI était à la fois d'assumer l'héritage de chacune de ses composantes en structurant, dans le même mouvement, une nouvelle force susceptible, par sa pluralité et son fonctionnement démocratique, d'unir le mouvement syndical à l'échelle de la planète. Force est de constater que, malgré son caractère massif, elle n'y est pas encore parvenue.

A l'heure où «l'internationale du capital» fait des ravages dans les droits sociaux, «l'internationale du travail» doit construire une riposte à la hauteur des attaques. Pour agir et peser, le syndicalisme international est essentiel pour organiser les travailleurs au-delà de leurs cadres nationaux respectifs, en particulier à l'échelle des chaînes de production et de sous-traitance découlant de l'activité des grandes firmes multinationales. Plus globalement, il a la responsabilité de coordonner une riposte cohérente et vigoureuse, à même de défendre les intérêts des travailleurs partout dans le monde. ■

Pierre Coutaz

Paru dans revue *Recherches internationales*

La Fédération syndicale mondiale en renouveau

Internationale syndicale, la Fédération syndicale mondiale (FSM) est fondée en 1943 à Paris. Rapidement, ses composantes vont se déchirer à propos du Plan Marshall- du nom du programme américain de prêts accordés aux différents États de l'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale - en juin 1947. Certaines organisations le refusent catégoriquement (syndicats soviétiques et communistes), alors que d'autres (syndicats nord-américains, britanniques, scandinaves) l'acceptent. Ce qui conduira à une scission dès 1948. Sous influence soviétique, la FSM connaîtra un

déclin après la chute de l'URSS. En 2005, une nouvelle direction est élue au congrès de La Havane. Les références à la lutte des classes sont réintégrées dans les statuts de la FSM, après leur abolition en 1990. Aujourd'hui, la FSM cherche à rassembler ses syndicats autour d'une base de classe et de masse, contre l'impérialisme et avec une perspective révolutionnaire clairement affirmée d'abolition de l'exploitation capitaliste. Revendiquant 100 millions de membres, cette internationale compte comme affiliés la Cosatu sud-africaine, la Central ouvrière bolivienne (COB), le Front militant PAME grec ou certaines sections de la CGT.

JDr

Ecole buissonnière pour les sans-papiers

RUSSIE • Dans ce pays, de nombreux enfants sont interdits d'école du fait que leurs parents n'ont pas de papiers de résidence en règle.



De nombreux enfants de sans-papiers ne vont pas à l'école, ce qui contrevient à la loi russe et à la Convention des droits de l'enfant. suissesolidaire.org

A l'heure de la rentrée scolaire romande, où les élèves traînent des pieds pour rejoindre leurs classes, il faut rappeler que bien des petits Russes n'ont aucun accès à l'éducation. Ce sont les filles et les fils des citoyens russes sans-papiers dans leur propre patrie. Apatrides comme leurs parents, ces bambins n'existent tout simplement pas pour l'administration de ce pays.

Il y a quatre ans, le HCR lançait une campagne mondiale de 10 ans pour mettre fin à l'apatridie, abolir ce vide juridique dévastateur qui rend impossible la vie de millions de personnes dans le monde. Un des buts affichés: permettre à tous les nouveau-nés de recevoir un acte de naissance. Aujourd'hui, c'est le cas en Russie, même si les parents sont démunis de toute identité.

4 millions de citoyens russes apatrides

Rappelons que plus de 4 millions de Russes souffrent de cette iniquité administrative due à l'absence de propiska dans leur passeport intérieur. Celle-ci se réfère au statut administratif que le citoyen russe acquiert lorsqu'il enregistre son lieu de résidence. Cette inscription est l'unique clé d'accès à une existence bureaucratique et aux droits qu'elle procure.

En outre, pour recevoir un enregistrement de résidence permanente, il faut soit être propriétaire, soit avoir

la permission du propriétaire, ce qui sous-entend de multiples abus éventuels.

En Russie, curieusement, les droits individuels ne sont pas attachés aux personnes, mais à leur résidence. S'il n'y a pas de résidence, il n'y a pas de droit.

Olga, une scolarité entre guillemets

Une citoyenne russe démunie de ce statut administratif donne donc naissance à un enfant au futur incertain. «On m'a dérobé mes papiers, mon argent, sans eux je n'ai pu déclarer le vol, me refaire des papiers d'identité. Je n'existais plus, je n'ai pu me marier. Quand j'ai été enceinte, il était impossible d'avoir un suivi gynécologique. Quant à l'accouchement, c'est aux urgences que ma fille Olga est née, seul lieu où les mères telle que moi peuvent enfanter», raconte Veronika, maman sans-papiers. «Pour que le personnel hospitalier me donne l'acte de naissance auquel j'ai droit, j'ai dû les supplier, pincer Olga pour qu'elle pleure un peu, pour qu'ils entendent qu'elle était-là, bien vivante. Malgré cet acte de naissance, ma fille, âgée de six ans aujourd'hui, n'a jamais pu connaître les bancs d'une classe. Sans cette propiska, ils ont toujours refusé de l'inscrire», continue-t-elle. Une absurdité contrevenant à la loi russe N° 3266-1 de 1992, qui stipule que «l'accès à l'éducation est sans restriction aucune pour tous les enfants,

sans tenir compte de la présence ou non de l'enregistrement ou d'autres facteurs ou circonstances». Les injustices liées à la détention d'une propiska contredisent les principes de la Convention onusienne des droits de l'enfant.

Adoptée par la Russie en 1989, celle-ci stipule que les Etats-membres respectent et assurent la réalisation de tous les droits prévus par la Convention, pour chaque enfant de leur juridiction sans aucune discrimination. La loi prévoit également que le droit à l'éducation est réalisé sur la base de possibilités égales pour tous les enfants, indépendamment de leurs origines sociales, de leur situation financière, de celle des parents ou tuteurs légaux, ou de toute autre considération.

Je rêve d'une existence normale

Veronika et des milliers de mères russes, elles aussi sans-papiers, rêvent que la loi soit appliquée, que leur progéniture puisse vivre comme leurs autres petits camarades, rechigner parfois de devoir aller à l'école et avoir une existence normale. En somme des espérances, comme tout un chacun.

Aujourd'hui, au pays des sans-papiers, le futur de ces enfants-là est déjà tout tracé. ■

Pierre Jaccard

Infos supplémentaires sur www.suissesolidaire.org

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Marlène Schiappa ou la défense des droits des femmes

Dimanche dernier, le matin, sur France-Inter, tout en préparant à manger, j'ai écouté l'interview de Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes du gouvernement Macron depuis le 17 mai 2017. Une sacrée tchatche, la Schiappa! Elle a une énergie à renverser les murs et, malgré quelques questions perfides des journalistes, a répondu à tout. On se réjouit qu'une pareille conviction soit mise à la défense des droits des femmes, on a l'impression, en l'entendant énumérer tout ce qu'elle a déjà entrepris et va entreprendre, que les choses vont enfin bouger.

Mais qui est Marlène Schiappa? Née en 1982 à Paris, elle obtient une licence en communication puis un master en lettres modernes. En 2007, elle démissionne de son poste chez Euro RSCG (agence de pub dont Vincent Bolloré est le président du conseil d'administration depuis 2005 et devenu Havas worldwide, ndlr), afin de s'occuper de sa fille, et s'établit à son propre compte. Elle réalise cependant les difficultés de conjuguer sa vie professionnelle et familiale et crée le réseau Maman travaille, en 2008, qui connaît un rapide succès (environ 8'000 visiteurs par jour, plus de 8 millions de visites depuis sa création). Parmi les 10 propositions portées par l'association auprès des entreprises et des responsables politiques, la première concerne l'allongement et le meilleur paiement du congé paternité. Elle organise des journées Maman travaille, ainsi que des ateliers et des conférences.

Marlène Schiappa est l'auteure de chroniques et d'ouvrages sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et sur la sexualité, notamment Plafond de mère. Les mécanismes qui freinent la carrière des femmes, Le Deuxième sexe de la démocratie, Où sont les violeurs? Essai sur la culture du viol, premier essai en France sur la culture du viol.

En 2013, Europe 1, Le Parisien et Frenchweb l'ont classée en 6e position du Top 100 des personnalités qui font le web, dans la catégorie «Influenceurs sociétaux».

En mars 2014, elle devient adjointe au maire du Mans, chargée de l'égalité, de la lutte contre les discriminations et de la charte LGTB; en mars 2016, elle fait partie du cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes. Dans le cadre de l'élection présidentielle de 2017, elle s'engage derrière Emmanuel Macron, dont elle devient l'une des 100 délégué-e-s sur le territoire. Le 17 mai 2017, elle est nommée secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le gouvernement Edouard Philippe. Elle prépare un projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles, qui prévoit notamment de verbaliser le harcèlement de rue, d'allonger la prescription des crimes sexuels sur mineurs et de créer une présomption de non-consentement pour les enfants. Il inclut le cas des hommes et des garçons ayant subi des fellations forcées ou ayant été contraints de pénétrer l'auteur du viol. L'action de son ministère est l'objet d'une médiatisation importante, notamment grâce à l'affaire Harvey Weinstein et aux mouvements #MeToo et #BalanceTonPorc.

Un itinéraire impressionnant. Elle défend des causes justes: l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment salariale, la promotion du congé parental, la multiplication des crèches, la lutte contre le harcèlement sexuel et les violences. Il semble que tout le monde devrait adhérer à ces combats et aux valeurs qu'ils sous-tendent. Eh bien non. Dès qu'on parle d'égalité des droits, qu'on promeut la liberté des femmes, on suscite des réactions agressives, voire violentes, de la part d'un certain nombre d'hommes, comme de femmes, d'ailleurs. Parce que cela remet en cause les schémas sur lesquels fonctionnent les sociétés depuis la nuit des temps. Des mâles se sentent fragilisés par les revendications féministes, atteints dans leur virilité. Dans cette interview, Marlène Schiappa disait qu'elle recevait quotidiennement des dizaines d'insultes, menaces, et menaces de mort.

En dehors de la maternité, les femmes ont toujours été niées, interdites d'instruction, privées de droits. Et quand, malgré tous les obstacles dressés devant elles, certaines devenaient de grandes artistes ou scientifiques, elles étaient critiquées, rejetées, oubliées. La liste est longue, je vous renvoie au Dictionnaire universel des créatrices en 3 volumes, ed. des femmes, 2013. Certes, le droit de vote qui leur a finalement été accordé au 20e siècle (en 1971 en Suisse) a été le commencement d'une libération plus large. Les femmes, désormais, peuvent accéder à toutes les études et toutes les professions. Mais les fondements sur lesquels se sont construites les sociétés persistent, au moins dans l'inconscient. Beaucoup d'hommes ne supportent pas que les femmes «empiètent» sur leurs domaines. Avoir une femme cheffe est, pour certains, un supplice. Des hommes de tous les milieux exercent leur pouvoir sur leur femme pour les opprimer, les soumettre, en exerçant une violence psychologique et physique. Une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon. Au travail règnent le mobbing et le harcèlement sexuel. Les suites de l'affaire Weinstein ont montré que le harcèlement sexuel envers les jeunes comédiennes relève d'un véritable système, qui sévit aussi dans d'autres professions. Si les femmes se révoltent, parlent, portent plainte, elles se retrouvent seules, vilipendées non seulement par le harceleur, mais par les collègues, hommes et femmes, la hiérarchie, la société... Les procès, quand ils aboutissent, sont de nouvelles épreuves, les harceleurs et violeurs rarement punis, ou si peu. Comme si des pans de la société ne supportaient pas que les femmes «sortent du rang», parce que cela remet en cause sa base même. Je suis persuadée que l'agression qu'ont subie récemment les cinq femmes à Genève, en sortant d'une boîte de nuit, relève de ce réflexe de défense. Comme les vociférations de Trump. Combien de temps faudra-t-il encore pour que tous les humains soient respectés?

En attendant, nous pouvons aller manifester à Berne samedi 22 septembre. Plus nous serons nombreux et nombreuses, mieux nous nous ferons entendre.

Huguette Junod

Manifestation nationale pour l'égalité et contre les discriminations samedi 22 septembre, 13h30, à Berne. Un train spécial et gratuit partira de Genève à 11h02 et s'arrêtera à Nyon, Morges, Lausanne et Fribourg. Arrivée à Berne à 13h34.



Dans les flammes de Cheiry et de Salvan

LIVRE • Dans un livre passionnant, Julien Sansonnens s'interroge sur les drames liés à l'Ordre du Temple solaire.

Julien Sansonnens a abandonné une «carrière» politique courte mais prometteuse pour se consacrer à la littérature. Son troisième opus, *L'Enfant aux étoiles*, confirme son talent. Bien qu'il s'intitule «roman», ce livre est d'abord le récit de la déviance d'un groupe mystico-ésotérique vers le suicide et l'assassinat collectifs, qui défrayèrent la chronique en 1994-95. Chacun se souvient des drames de Cheiry et de Salvan, qui remplirent les pages de la presse pendant des semaines. Mais l'ouvrage constitue aussi une constante interrogation sur une réalité complexe, où la conviction sincère côtoie l'escroquerie, et la richesse initiale d'une vie communautaire épanouissante le basculement dans la folie (auto)meurtrière. L'auteur ne raisonne donc pas en termes de «bien» et de «mal», ceux-ci étant inextricablement liés.

Fille et maîtresse

Julien Sansonnens a centré son œuvre sur le personnage d'Emmanuelle, fille de Jo Di Mambro, le gourou principal de l'Ordre, et de l'une de ses maîtresses, née d'une soi-disant «conception théogamique», déclarée enfant cosmique et avatar d'une divinité hindoue... Comment le Maître a-t-il pu faire croire à ses disciples, où l'on trouvait certes quelques «paumés» en recherche, mais aussi des médecins, des avocats, de telles inepties? C'est l'une des nombreuses questions que se pose l'auteur, et qui restent parfois sans réponse. Comment Di Mambro a-t-il pu témoigner à sa fille un amour jaloux, puis la conduire à la mort dans l'holocauste de Salvan? Comment ce per-

sonnage médiocre, sans prestance physique ni culture, a-t-il pu exercer une telle fascination hypnotique sur ses ouailles? Quant aux morts collectives, s'agit-il véritablement de suicides, ou d'assassinats? Qui était pleinement conscient de la réalité du Transit vers un monde meilleur proposé – ou imposé – par le gourou? Au final, qui était coupable, et qui innocent, dans cette histoire qui gardera toujours ses zones d'ombre?

La fin de l'Ordre du Temple solaire est connue. Et pourtant - en cela résident les qualités du romancier - Julien Sansonnens parvient à nous tenir en haleine. Il nous décrit la naissance de la «secte» (l'auteur n'utilise jamais ce terme), son essor, une époque où elle a pu répondre aux interrogations existentielles d'hommes et de femmes en quête de Sens, dans un monde qui souvent n'en a plus, en dehors de valeurs matérialistes et marchandes. Puis s'instaurent les doutes en l'honnêteté financière des leaders vivant de plus en plus dans un luxe incompatible avec les idéaux initiaux du mouvement. Enfin c'est le compte à rebours et la marche à la mort, qui va concerner des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Un récit passionnant, glaçant, et qui doit conduire lecteurs et lectrices à s'interroger, avec l'auteur, sur les causes du succès actuel de groupuscules cultivant, à côté d'un idéal de vie frugal et «naturel», un fatras mystico-théologique abscons refusant toute rationalité. ■

Pierre Jeanneret

Julien Sansonnens, *L'Enfant aux étoiles*, Vevey, L'Aire, 2018, 268 p.



Dans «L'Enfant aux Etoiles», Julien Sansonnens pousse le lecteur à interroger la réalité complexe des sectes.

©2018 David Zuber

Une autre forme d'agriculture

LIVRE • Agrégé de biologie et spécialiste de l'histoire de la biologie, Guillaume Suing sort un livre sur les expériences écologiques soviétiques et cubaines, largement méconnues du grand public.

Ce livre nous invite à porter un regard critique sur l'idéologie dominante, héritée de la propagande anti-communiste des pays capitalistes concernant l'histoire de l'agriculture. En cela, il est un outil théorique indispensable pour comprendre comment s'articulent l'agroécologie – pratique productive protégeant véritablement l'environnement tout en satisfaisant les besoins fondamentaux humains – et le socialisme, unique état politique permettant d'appliquer ces principes et ces techniques à l'échelle nationale d'abord, puis globale ensuite.

L'impossible transition éco-capitaliste

De la bourgeoisie à certains militants écologistes, en passant par les décroissants et les survivalistes, d'aucuns crieront au dogmatisme suite à cette assertion. Pourtant, l'histoire de l'URSS et plus récemment celle de Cuba constituent la démonstration (et la preuve vivante pour Cuba) que seul un Etat socialiste peut se donner les moyens de planifier une écologie réelle qui ne se satisfait pas de petits îlots bio (dont la production est destinée à quelques privilégiés) au milieu d'un océan d'agrobusiness destructeur des sols et exploitant une main-d'œuvre surexposée aux dangers des substances chimiques. Il apparaît même que c'est le capitalisme qui fait preuve d'un dogmatisme patent sur la façon de produire les denrées alimentaires, productiviste par définition, car surdéterminé par l'accumulation du capital et la quête du profit immédiat et maximal.

En effet, une agrobiologie scientifique qui améliorerait les sols, et par là même diminuerait drastiquement l'usage d'intrants chimiques, nuirait à l'accaparement de la plus-value des capitalistes. Ceux-ci ont avantage à se livrer à une culture frénétique et forcenée afin d'augmenter les rendements agricoles sur le court terme.

Ils n'ont même pas à se soucier de la régénération des sols puisqu'ils prétendent dépasser l'épuisement de la terre à coup de renfort d'engrais chimique, d'hormones, de pesticides et de semences non reproductibles.

Structure socialiste et agroécologie

Dès 1921, la Russie soviétique s'était attelée à développer les forces productives d'un vaste territoire encore très largement féodal, permettant ainsi d'accumuler assez de capital national pour passer aux premières étapes d'une construction socialiste. Cette nouvelle politique économique (la NEP de Lénine) n'était autre que la concrétisation d'un choix transitoire. Quoiqu'on puisse en penser, cette tactique était juste à ce moment précis de la lutte. Il n'a néanmoins jamais été question de productivisme (au sens de «produire pour produire» qui est la tendance capitaliste à l'agro-business) puisque le but était l'élévation de la qualité de vie et la satisfaction des besoins alimentaires du peuple soviétique, ainsi qu'une accumulation de ressource préalable indispensable à la construction du socialisme.

Les progrès scientifiques couplés au progrès infrastructurel du pays ont permis de commencer une agroécologie socialiste à une échelle incomparable aujourd'hui. En 1948, après cette période d'accumulation de savoir et de richesses, l'URSS fut en mesure d'établir son «grand plan de transformation de la nature» dont les objectifs étaient d'augmenter la production agricole par le développement d'une agriculture extensive. Contrairement à l'agriculture intensive qui vise, lorsque les surfaces cultivables sont limitées, à «doper» les sols et les plantes avec des hormones, des engrais chimiques et des pesticides, la stratégie extensive consiste à produire avec le même rende-

ment par hectare, mais en élargissant toujours plus les surfaces cultivées.

Le grand plan consistait entre autres choses à limiter l'érosion des sols et à en faciliter la rétention en eau grâce à la multiplication des bandes forestières faisant notamment office de brise-vent, à imposer une rotation des cultures qui permette la régénération des sols, par définition interdite par l'agriculture intensive. Et aussi à appliquer la polyculture, technique, inventée par des savants russes, qui permet d'éviter les pesticides chimiques. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire un «plan de protection de la nature qui devait fournir aux hommes les moyens de leur subsistance de façon durable, fondé sur l'agriculture biologique et l'agroforesterie était mis en œuvre à l'échelle d'un pays, sous l'impulsion de son Etat, et ce grâce à sa structure socialiste centralisée», souligne l'auteur. Ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié des années 50, soit peu de temps après la mort de Staline et sous l'impulsion de Khrouchtchev, dont le réformisme libéral et la trahison du marxisme ne sont plus à prouver, que l'agriculture soviétique s'orienta vers une stratégie agricole intensive et chimique, imitant par là le modèle américain.

Une lecture enrichissante

Entre autres pépites, ce livre démontre, éléments concrets à l'appui, que les piliers de l'écologie actuelle en matière d'agriculture, tels la science des sols, etc., ont été développés en URSS et que la sécurité alimentaire d'un pays est intimement liée à sa souveraineté. Nous ne pouvons ainsi qu'en conseiller sa lecture. ■

Antonin Zurbuchen

Paru dans *Résistance*

Guillaume Suing, *L'écologie réelle. Une histoire soviétique et cubaine*, Paris, Ed. Delga, collections sciences, 2018

AGENDA

Une journée publique de débats sur la presse

Vendredi 14 Septembre, Musée d'ethnographie de Genève, 9h-19h30

La Ville de Genève consacre une journée à l'avenir de la presse et du journalisme, entrée libre. 9h : Lancement du hackathon de la presse

12h30 : Débat : Médias locaux et collectivités publiques de proximité : quels modèles de soutien ?

Conférences : 14h30 : Faits et chiffres 2018 de la presse régionale, un avenir sans pub Par Philippe Amez-Droz, Collaborateur scientifique et chargé de cours Medi@Lab, Université de Genève

15h30 : Les médias et le numérique : Une opportunité pour repenser le lien aux publics Par Nathalie Pignard-Chesnel, Professeure, Académie du journalisme et des médias, Université de Neuchâtel

16h15 : Googlization et concentration des médias : le paradoxe de la raréfaction de l'information de qualité Par Patrick-Yves Badillo, Directeur de Medi@LAB / Université de Genève

18h : Panel National LME : Quel cadre pour les médias électroniques en Suisse ?

Vernissage: La vie contrastée d'André Rauber

Vendredi 14 Septembre, de 18h à 20h, Café Slatkine, 5, rue des Chaudronniers, Genève

Le communiste et ancien rédacteur en chef de La voix ouvrière André Rauber vient d'écrire un livre sur son parcours, Une vie contrastée, avec préface de Jean Ziegler.

Le texte appartient au genre littéraire rare mais précieux des autobiographies politiques qu'ont illustrées avant lui Henri Barbusse, Jorge Semprún, Victor Serge. Dans une langue simple et précise, André Rauber déroule sa vie dans sa radicale singularité, en même temps qu'il l'insère dans un champ plus vaste, celui de la grande histoire. Entre sa biographie et la grande histoire de son temps, une dialectique mystérieuse se tisse. Le récit est totalement fascinant. Il est nourri de l'érudition de l'historien qu'est devenu André Rauber.

Les femmes en Colombie: de la guerre à la construction de la paix

Mercredi 19 septembre, 19h30 Café Gavroche, 4, bvd J. Fazy, Genève

Soirée- Rencontre avec Victoria Sandino Sénatrice de la Force alternative révolutionnaire commune (Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común, FARC)

Journée pour l'éco-quartier des Vergers à Meyrin

Jedi 20 septembre, dès 18h30, Forum de Meyrin, Meyrin

18h30 Accueil – stands – animations

19h30 Projection du film, témoignages et débat public

21h15 Concertation publique « Quel Supermarché voulons-nous ? »

Intervenants: Une dizaine de porteurs de projets citoyens, Pierre-Alain Tschudi, Maire de la Ville de Meyrin, Sophie Swaton, Présidente de la , Fondation ZOEN et économiste

Guérilla britannique contre le nazisme

HISTOIRE • Le livre de Giles Milton, «Les saboteurs de l'ombre», pourrait être un récit fictif à la James Bond. Pourtant il décrit des faits absolument réels, en s'appuyant sur une bibliographie considérable et de nombreux témoignages. Le livre, écrit dans un style très journalistique, est passionnant, révélant des actions peu connues.

Dès 1939, un certain nombre d'officiers britanniques se sont décidés à lutter contre le totalitarisme nazi par des méthodes non conventionnelles. En clair: l'infiltration derrière les lignes ennemies, le sabotage, l'assassinat ciblé de hauts dignitaires allemands, la quête de renseignements sur l'ennemi à communiquer aux Alliés, le soutien aux mouvements de résistance intérieure. Au début, ces partisans d'une guerre non conventionnelle n'ont nullement le soutien de l'Etat-Major, engoncé dans ses traditions militaires d'un autre temps, et qui juge ces méthodes shocking car non «chevaleresques»! Ils obtiennent en revanche très vite l'appui total du premier ministre Winston Churchill.

Guerre de guérilla

Le livre raconte d'abord la préparation à une guerre de guérilla en cas d'invasion allemande du Royaume-Uni. Ce danger s'avérant nettement moindre après la bataille aérienne d'Angleterre, les organisateurs, qui ont à leur tête le général Colin Gubbins, véritable théoricien de la guérilla et de la lutte de commandos, vont former des centaines de résistants norvégiens, hollandais, français, tchèques, polonais et d'autres nationalités encore, à ce combat. Cela dans des camps d'entraînement extrêmement durs sur les plans physique et psychologique. Les militaires s'adjoignent aussi les compétences d'officiers, tel Millis Jefferis, expert en explosifs, ainsi que de civils, tel Cecil Clarke, un constructeur de caravanes qui se révélera être un inventeur génial. Ils mettent notamment au point deux armes d'une efficacité redoutable: une grenade collante destinée à envoyer par le fond des vaisseaux de guerre ennemis, ainsi que le Hérisson, mortier anti sous-marins dont les projectiles plongent dans l'eau en formant une ellipse de la forme du sous-marin et qui sautent à l'impact. Cette équipe forme le MD1, dont la composition et la participation aux actions de l'ombre resteront strictement secrètes.

Après la formation impitoyable commencent les actions de commandos, menées par des Anglais conjointement avec des nationaux du pays concerné et des résistants locaux. Les compétences de ces derniers vont se révéler indispensables: connaissance



En 1942, la rade de Saint-Nazaire, où mouillent des navires allemands est détruite en partie par l'explosion à retardement du HMS Campbelltown, destroyer de la Royal Navy

LDD

du terrain et fourniture d'abris. La première opération réussie est le sabotage du poste de transformation électrique de Pessac, près de Bordeaux, qui alimente en courant toute la région, et notamment la base allemande de sous-marins. Suit une opération spectaculaire au large d'une colonie espagnole en Afrique: le «kidnapping» par une petite équipe du paquebot italien Duchessa d'Aosta, rempli de matériel de repérage au service de l'Allemagne. Certes, ces commandos connaissent aussi des échecs que de nombreux participants payent de leur vie.

Assassinats de dignitaires nazis

Le fait de guerre le plus spectaculaire est l'assassinat, par deux officiers résistants tchèques formés en Angleterre et parachutés dans leur pays, de

Reinhard Heydrich, nazi fanatique, organisateur de la destruction des Juifs, tueur sadique surnommé le «Boucher de Prague», le 27 mai 1942. Ce meurtre sera suivi de terribles représailles allemandes: notamment dans le village martyr de Lidice, où 199 hommes sont fusillés, 195 femmes et 95 enfants envoyés au camp de concentration de Ravensbrück où ils seront presque tous gazés. Néanmoins, la résistance nationale considéra cet assassinat comme justifié: le dessein de Heydrich était bien, après l'avoir annexée au Reich, de liquider la nation tchèque.

Puis ce fut le sabotage des usines Peugeot à Sochaux, qui fabriquaient du matériel de guerre pour l'Allemagne. Il s'avéra que ces actions de commandos menées par quelques

hommes avec des moyens simples et peu coûteux étaient bien plus efficaces que les bombardements aériens massifs de la Royal Air Force, souvent incapables de détruire l'outil de production militaire du Reich, mais qui faisaient de nombreux morts dans la population civile. L'action la plus spectaculaire, et la plus utile à la cause alliée, fut la destruction, par une équipe de Norvégiens formés en Angleterre, de l'usine d'eau lourde de Norsk Hydro. Cette opération priva Hitler de la bombe atomique. Le récit détaillé de cette action particulièrement difficile est palpitant. Enfin, des actions systématiques de sabotage furent menées en juin 1944, afin d'empêcher la division blindée SS Das Reich de rejoindre les côtes de Normandie pour contrer le Débarque-

ment.

Sans doute l'existence de ces «saboteurs de l'ombre» ne fut-elle pas la cause principale de la victoire alliée sur l'Allemagne. Les raisons majeures de celle-ci sont à chercher dans l'effort de guerre héroïque de l'Armée rouge soviétique et dans le gigantesque potentiel industriel des Etats-Unis. Néanmoins, le courage indomptable de la nation britannique, militaires et civils confondus, les opérations menées par les résistances intérieures, ainsi que les actions de commandos dont ce livre retrace l'histoire, furent des facteurs non négligeables de la mise à terre de l'hydre nazie. ■

Pierre Jeanneret

Giles Milton, *Les saboteurs de l'ombre. La guerre secrète de Churchill contre Hitler*, Ed. Noir sur Blanc, 2018, 404 p.

Femi Kuti célèbre «Un monde, un peuple»

MUSIQUE • Les musiciens nigériens Femi Kuti & The positive Force viennent de sortir un nouvel album avant un passage en Suisse.

Pour cette chronique musicale, faisons un petit voyage vers l'Afrique. Fondateur de l'Afrobeat – un mélange de musique traditionnelle nigérienne, de jazz, de highlife, de funk, et de chant accompagné de percussions et de styles vocaux, militant de la lutte anticolonialiste et anti-corruption au Nigéria, Fela Kuti a payé ses combats de nombreux sévices et séjours en prison. Gravement atteint dans sa santé par le sida, il n'a dû sa dernière libération qu'au fait que le pouvoir nigérien craignait plus que tout qu'il meure en détention. Le gouvernement ira même jusqu'à décréter quatre jours de deuil national et, le 12 août 1997, un million de personnes assistèrent à ses funérailles. Outre l'héritage musical qu'il nous a laissé (représentant plus d'une cin-

quantaine d'albums en un peu plus de vingt ans), deux de ses enfants ont repris le flambeau: Seun Kuti et Femi Kuti. Porter un tel héritage ne doit pas être facile, mais ils ont réussi tous deux à forger leurs propres identités.

Une nouvelle grandeur pour l'Afrique

Femi Kuti a sorti son nouvel album en février. Son titre est à lui seul tout un programme: *One people one world* (un monde, un peuple). «Le racisme n'a pas de place - ne donnez pas d'espace à la haine - les vertus doivent guider la race humaine - c'est la paix et l'amour que nous devrions embrasser - Un monde, un peuple», chante-t-il. La musique de Femi Kuti est un concentré d'énergie et de rythmes; ses textes, des

appels à nous réveiller de notre torpeur pour enfin transformer notre monde.

L'album s'ouvre avec un titre dont la musique accroche dès les premières mesures: *Africa will be great again*. Avec cette chanson, Femi Kuti revendique une nouvelle grandeur pour l'Afrique. Il appelle à ce que ce continent prenne en main sa destinée, en se débarrassant de la corruption et du néocolonialisme. Sa musique est construite sur les cuivres et les chœurs, qui illuminent les sections rythmiques. C'est une musique qui se ressent physiquement, sans besoin d'intellectualisation. Ses textes sont éminemment politiques, mais son message se transmet bien au-delà des mots. Il porte ses combats pour un continent, qui est dans les faits le plus

riche de notre planète, mais qui continue à être pillé. Le néocolonialisme ne cesse d'appauvrir l'Afrique, parfois même en prétendant aider à son développement.

Si les albums de Femi Kuti sont des moments d'énergie pure, c'est sur scène qu'il offre toute la puissance de sa musique et de ses textes. Un concert de Femi Kuti est un voyage musical et émotionnel qui vous prend au cœur et au corps et vous emporte. Cela tombe bien: il va prochainement passer en Suisse. ■

Claude-Alain Frund

Femi Kuti, *One People, one World*, Knitting Factory Records (est paru en version cd et en version vinyle). Concert: 7 novembre, Docks, Avenue de Sévelin 34, Lausanne dans le cadre du JazzOnze+